

LA NOUVELLE
REVUE

GÉOPOLITIQUE

#124 - Trimestriel - 10 €

LA GUERRE DES VILLES a déjà commencé

Avec Jean-Louis Bruguière
Olivier Klein
Christian Saint-Etienne
Laurent Vronski
Ardavan Amir-Aslani

Les jeunes vers l'explosion

Un entretien avec Philippe Moreau-Defarges

© DR

M 04791 - 11 - F: 10,00 € - RD



Bel/Lux: 11 € - Portugal/Cont.: 14 €
Grèce: 11 € - Canada: 16 CAN
DOM/Avion: 14 € - DOM/mer: 11 €
YOM: 1 550 F CFP - Maroc: 115 D - Suisse: 15 CHF
ISSN 2118-4818

Moscou se rêve en future mégalopole de l'Eurasie

Arnaud Leclercq

À quoi ressemblera la gouvernance mondiale en 2050 ? Parmi les trois scénarios examinés lors du Conseil mondial sur le gouvernement du futur du *World Economic Forum* tenu à Abu Dhabi en décembre 2013, le premier est celui d'un monde régi par les « mégalopoles ». Son rapporteur, Joseph S. Nye, professeur à Harvard, dit en substance que, malgré leur potentiel de création de nouvelles opportunités, elles ne pourront pas résoudre les problèmes universels comme le changement climatique, la gestion de la production ou la protection des biens publics nationaux et mondiaux. Voilà toute l'importance actuelle et prospective de ces centres économiques, politique et humain gigantesques avec leurs limites. Mais la plupart des dirigeants des grandes puissances, ou leurs aspirants, ont fait de ces mégapoles leur nouveau cheval de bataille. Peu importent les conséquences dramatiques pour l'environnement, l'insécurité ou les conditions de vie misérables dans des transports en commun surpeuplés et des logements exigus. Le bonheur n'est plus dans le pré. La mondialisation croissante des échanges réclame une plus grande coordination des politiques macro-économiques au niveau international, au moins au niveau de grands blocs régionaux.

Moscou, ville post-industrielle

Moscou n'échappe pas à ce nouveau paradigme. Pendant la période soviétique, pour des motivations sécuritaires liées au souvenir récent de l'invasion du territoire par les nazis et par son prolongement paranoïaque durant la guerre froide, de grands conglomérats qui, fréquemment, installaient leur

siège à proximité des ministères et des monopoles des centrales d'achat dans la capitale disposaient également des centres décisionnels très bien développés sur leurs sites industriels de Sibérie, d'Asie Centrale ou du grand Nord. Ils étaient intégrés au plan quinquennal, organisant la fonction de chacun dans un écosystème bien défini dans le pays même, ainsi qu'avec les « petits frères » du bloc socialiste. Cette décentralisation était également justifiée par l'immensité russe, rendue encore plus contraignante par des conditions climatiques rigoureuses et des moyens de transport limités, ainsi que par des outils de communication à la technologie dépassée. Tout cela a volé en éclats

Les années Eltsine ont symbolisé la dilution du centralisme.

avec l'arrivée des oligarques. Les années Eltsine ont pourtant symbolisé la dilution du centralisme, notamment au profit des régions, mais les privatisations sauvages ont eu pour effet de créer un mouvement centripète sans précédent.

Les réseaux incestueux entre ministres, hauts fonctionnaires, banquiers, industriels et spéculateurs (parfois les mêmes individus, chacun à tour de rôle) ne pouvaient fonctionner avec efficacité de façon atomisée dans un pays à 11 fuseaux horaires...

Très rapidement et spontanément, un nouveau microcosme est né à Moscou, créant une espèce de mouvement brownien dans les restaurants chics, les nouveaux sièges rutilants de sociétés et dans les demeures luxueuses tout le long de la chaussée Roublevskoe. À quelques exceptions près, les frères mais souvent délabrées villes-usines de province sont ainsi devenues de simples filiales de groupes multinationaux intégrés, visitées épisodiquement par le nouveau P-DG et son jet privé. Si ce grouillement affairiste, mais ô combien dynamique, a ralenti dès le début de la présidence assurée par Vladimir Poutine, le processus avait néanmoins eu le temps de s'enraciner dans la capitale. La verticale du

éducation de haut niveau, etc. Si le gouvernement chinois cherche à promouvoir Shanghai comme place forte économique et portuaire (en témoigne la création récente d'une zone franche visant à favoriser l'implantation d'entreprises étrangères), il est également conscient de l'importance géoéconomique de Hong-Kong. Pour beaucoup d'investisseurs étrangers, Hong-Kong demeure plus rassurante que Shanghai par sa législation libérale, la présence historique d'une importante population d'expatriés, des services de qualités, une maîtrise de l'anglais d'une part importante de la population et une culture de travail très occidentalisée.

De plus, sa position en mer de Chine méridionale permet à Pékin de disposer d'une place forte dans cette zone sujette à des tensions territoriales et de frontières maritimes avec ses voisins et d'avoir un accès direct aux routes commerciales passant par le détroit de Malacca. Toutefois, on peut prévoir que Shanghai devienne le cœur économique et financier de la Chine dans les années à venir car Hong-Kong est l'une des villes les plus chères du monde et ses habitants maîtrisent généralement mal, voire pas du tout, le mandarin⁷. De plus, l'écart en termes de qualité de main-d'œuvre se réduit d'année en année grâce aux efforts importants faits en Chine en faveur de l'enseignement supérieur et grâce aux nombreux étudiants effectuant une partie de leur scolarité dans les meilleurs établissements occidentaux avant de revenir en Chine. Mais il est à parier que les notables de Hong-Kong ne se laisseront pas si facilement dépasser par ceux de Shanghai.

Hong-Kong est également un défi sécuritaire pour la Chine. Au-delà du blanchiment d'argent et de l'évasion fiscale favorisés par la législation assez souple de Hong-Kong⁸, il ne faut pas oublier

7. L'anglais et le cantonais sont les deux langues les plus pratiquées à Hong-Kong.

8. Les mêmes problèmes d'opacité se posent à Singapour.

que de nombreuses personnes en délicatesse avec le pouvoir chinois ont émigré dans l'ancienne colonie britannique depuis le milieu du XIX^e siècle. Parmi ces personnes, on retrouvait des intellectuels, mais également un nombre important de criminels. Hong-Kong est donc une place forte du crime organisé chinois, très implanté dans la société à travers différentes organisations telles 14K et Sun Yee On. C'est pourquoi Hong-Kong reste une plaque tournante du trafic d'êtres humains, de drogues et de contrefaçons malgré la réunification avec la Chine. Néanmoins, il semblerait que les autorités chinoises aient choisi de traiter le problème avec pragmatisme : tant que ces activités ne perturbent pas l'ordre public et que les grandes organisations continuent d'investir en Chine (diversification du « portefeuille d'activité », nécessité de blanchir l'argent des trafics, etc.), ces organisations sont tolérées, mais, une fois de plus, uniquement dans le cas de Hong-Kong.

Hong-Kong occupe une place particulière et ambivalente dans la géoéconomie et la géopolitique de la Chine. Tour à tour épine démocratique dans le pied du géant totalitaire et zone d'expérimentation politique, excroissance capitaliste et appât pour une éventuelle future

politique « un pays, trois modèles » incluant Taïwan, Hong-Kong est une place économique peu contrôlable par le pouvoir central tout en étant un paradis fiscal et un aimant à capitaux étrangers. La mise en concurrence accrue avec Shanghai, ville plus proche du pouvoir central, et le respect des promesses quant aux expérimentations démocratiques lors des élections de 2017 et 2020 seront intéressantes à suivre. Cela servira de révélateur quant aux intentions à long terme du pouvoir central chinois concernant le maintien de la politique « un pays, deux systèmes » et aura des conséquences importantes, au niveau diplomatique, dans la perspective d'un éventuel rapprochement avec Taïwan et, au niveau financier, dans le cadre de la concurrence entre Hong-Kong et Singapour comme place financière majeure d'Asie du Sud-Est. ■

**Hong-Kong est
une place économique
peu contrôlable
par le pouvoir tout
en étant un paradis
fiscal et un aimant
à capitaux étrangers.**



DR

dizaine de kilomètres, tenir plusieurs réunions dans la journée est un espoir vain qui suscite une ironie moqueuse de la part du moscovite pour la sympathique naïveté du visiteur étranger.

Malgré cela, Moscou se maintient en bonne position dans les classements internationaux : avec 4,2 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, elle occupe la quatrième place mondiale dans les projets de catégorie *greenfield* ; septième place au classement du conseil en stratégie McKinsey pour le nombre de grandes sociétés implantées ; neuvième place accordée par le consultant PwC parmi les villes présentant le plus d'opportunités.

Des obstacles significatifs pour le développement de la ville

Toutes catégories confondues cependant, quand il s'agit de mesurer la facilité de conduire une activité commerciale, la situation est bien moins reluisante avec un triste 118^e rang mondial en 2012, mais les autorités en ont fait un enjeu national : 112^e en 2013, l'ambition est de devenir 90^e en 2014 et 20^e en 2018.

Avant d'y parvenir, de nombreux obstacles devront encore être dépassés. Le dernier classement de l'ONG Transparency International de décembre 2013 positionne la Russie en 127^e position, soit derrière l'Albanie, l'Algérie et quelques autres

régimes notoirement corrompus d'Afrique ou d'Asie. Améliorer l'image négative de la Russie ne sera donc pas un moindre effort. Une fois encore, la Russie est terre de paradoxes : riche, bien éduquée, peu endettée, subissant une faible pression fiscale et, dans le même temps, en queue de peloton sur les critères, au sens large, des droits humains. Cette situation porte gravement atteinte à son attractivité.

Peut-être souhaite-t-elle s'inspirer de la Chine, de Singapour ou des Émirats, à la fois très libéraux en économie et, dans le même temps, présentant les stigmates de régimes autoritaires sur les questions de société. Ces modèles, dont le succès est aujourd'hui visible, remettent en cause les certitudes des démocraties occidentales. Sur le long terme, il est pourtant démontré qu'à partir du moment où une société parvient à un certain niveau de développement, notamment avec l'existence d'une vraie classe moyenne, il lui faut davantage de transparence et d'ouverture, sans quoi elle décline inexorablement. Parvenue à ce point d'inflexion, la Russie et sa capitale doivent choisir le bon chemin. Comme s'accorde à le remarquer Jim Young Kim, président de la Banque mondiale : « *J'ai visité de nombreux pays, mais nulle part ailleurs qu'en Russie, et plus particulièrement Moscou, je n'ai trouvé une telle dévotion pour améliorer les conditions pour conduire les affaires* ».

Enjeux d'avenir

Six facteurs sont généralement reconnus pour être constitutifs d'une métropole « gagnante » dans la compétition internationale.

Le premier est le capital intellectuel et social, autrement dit, ses habitants et leur niveau de connaissance. Être intégré à la concurrence économique internationale du savoir signifie qu'il faut s'assurer que des groupes d'individus ciblés acquièrent et développent les savoir-faire ainsi que leurs capacités à les mettre en œuvre. Les dirigeants de métropoles doivent être en mesure de démontrer leurs capacités à comprendre ces derniers afin de les capter et de permettre leur épanouissement durable. Avec la grande école de Skolkovo et quelques autres projets emblématiques, l'intention du Premier ministre Medvedev est louable, mais construire quelques beaux laboratoires ou campus flambants neufs avec des avantages fiscaux pour les *start-ups* n'est pas suffisant.

Le deuxième facteur à prendre en compte est celui du capital démocratique. Il est essentiel que les administrations de la ville répondent de leurs décisions devant ses habitants, le tout avec transparence et dialogue afin de les rassembler et d'aller de l'avant, la démocratie directe suisse et les relations entre cantons et citoyens étant un modèle du genre. Du reste, quand les bonnets rouges révoltés de Bretagne exigent d'être davantage impliqués dans les décisions ayant un impact sur leur vie, il ne s'agit pas d'autre chose.

Le troisième facteur réunit la vie culturelle et les loisirs. L'image de marque d'une ville est alors essentielle. Sur le premier critère, Moscou dépasse de très loin bon nombre de ses concurrentes (comme Dubaï, par exemple) par la qualité de ses artistes et le prix modique de l'accès aux spectacles. En revanche, concernant les loisirs, c'est un véritable défi. Le climat n'y met aucunement du sien mais, comme le démontre par exemple Stockholm, ce n'est pas la seule raison. C'est bien l'urbanisme de Moscou, ses transports, sa pollution et ses installations vétustes les premiers coupables. Pourtant,

Encore aujourd'hui, la faiblesse du secteur financier russe a été relevée par le FMI.

contrairement à Paris, la capitale russe dispose de vastes parcs et forêts superbes en plein cœur de la ville. De beaux projets sont sur le papier, avec 2016 comme objectif d'achèvement : le parc Zaryadye de 13 hectares situé à 300 mètres du Kremlin ; l'aménagement des quais du fleuve Moscova qui s'inspire notamment de la réussite de Lyon le long du Rhône (mais l'on restera loin de l'ambiance Paris Plages...); le parc Nagatinsk Poyma et ses 95 hectares ; les 237 hectares du parc des expositions avec son jardin botanique. À coup de milliards de dollars, la Coupe

du monde de football qui se tiendra à Moscou en 2018 va autoriser la construction d'impressionnantes infrastructures sportives, ainsi que des accès facilités. N'oublions pas non plus que, pour les loisirs, Sochi avec ses plages et pistes de ski ne sont qu'à 2h30 d'avion,

avec plusieurs vols quotidiens à des tarifs très raisonnables. Si un tel voyage peut paraître long pour un Européen, il n'est rien à l'échelle de la Russie et finalement comparable aux habitudes de week-ends saut-de-puce que l'on pratique aux États-Unis ou au Moyen Orient.

L'environnement est le quatrième facteur, et probablement celui que toutes les métropoles tâchent d'améliorer en priorité. Si Moscou n'est pas au niveau catastrophique de Pékin, la ville n'est qu'au début d'un long et difficile chemin.

L'avant-dernier facteur est le capital technologique – y compris les télécoms et l'accès à internet, pour lequel Moscou se situe probablement au niveau moyen européen. Le retard considérable de l'URSS dans ces domaines a entraîné une progression rapide en *leap frog*, lui permettant de sauter plusieurs générations, en mettant à jour ses infrastructures.

Enfin, Moscou semble avoir choisi le dernier facteur comme priorité absolue : la finance.

Le pari de la finance

Pendant longtemps et encore aujourd'hui, la faiblesse du secteur financier russe a été relevée dans toutes les études de développement rédigées par le FMI. Or Moscou a officiellement pris la décision de devenir un centre majeur, voire « le »

centre bancaire et financier pour l'Eurasie. Le haut niveau des instituts et universités en mathématiques est un élément très favorable pour disposer d'une main d'œuvre très qualifiée et à fort potentiel.

Le MICEX (*Moscow Interbank Currency Exchange*) place d'ores et déjà la bourse de Moscou parmi les dix premières du monde. Toutefois, l'indice des places financières globales ne pointe Moscou qu'à la 69^e place ! En tant qu'investisseur, on ne peut pas encore raisonnablement considérer cette bourse comme une alternative. Par exemple, les titres cotés (même ceux des grands groupes) ne sont pas encore suffisamment liquides pour souffrir la comparaison avec leurs cousins outre-Atlantique et outre-Manche.

En revanche, le marché obligataire libellé en dollars recèle de belles opportunités, particulièrement en cette période où les marchés émergents ont connu un net recul. On l'a vu plus haut, la très grande majorité des grands groupes russes ont leur siège dans la capitale. Plus de 80 % des flux financiers passent par Moscou et 30 % des transactions sont réalisées par des non-résidents.

Le site officiel de la ville de Moscou mentionne clairement les expériences de Singapour, Hong Kong et Shanghai comme source d'inspiration et met en avant les conditions de leur réussite : une économie avec un fort potentiel de développement, une devise nationale stable, un système boursier efficient, une réglementation libérale de l'économie. Sur tous ces critères, la situation n'est pas mauvaise. Excepté le trou d'air de 2009 et bien que réduite à 2,5 % en 2013 selon les dernières estimations, la croissance de la Russie est restée positive ces dernières années : 7 % par an de moyenne entre 2003 et 2008, fourchette entre 4 et 2,5 % par an les trois dernières années. Le rouble a traversé la crise en demeurant relativement stable comparé aux fortes amplitudes qu'ont connues le dollar et l'euro.

Tout comme ailleurs, le gouvernement est intervenu massivement pour sauver les banques mises en danger après la crise engendrée par les *subprimes*. Avant de s'approcher du niveau requis, Moscou doit encore démontrer, et non plus seulement montrer, sa détermination par la construction de tours de

bureaux à la « Moscow City ». Une fois les structures réglementaires, logistiques et autres mises en place, c'est maintenant la confiance en un système qu'il faut promouvoir. La réussite relative du *Warsaw Stock Exchange* devrait inspirer quelques hiérarques à Moscou. S'ils veulent voir encore plus loin, l'expérience de Dubaï et son *Dubai International Finance Center* (DIFC) pourrait même devenir un modèle. Afin d'éviter la loi locale, et notamment les limites imposées par la charia, le DIFC dispose d'un système réglementaire non soumis au droit émirati, mais très proche de la pratique britannique.

Les défis à relever

Moscou a quelques beaux atouts dans son jeu pour atteindre ses objectifs. Elle se donne les moyens de les atteindre, mais ne pourra réellement s'en rapprocher qu'en améliorant nettement son image et sa qualité de vie, autrement dit les *soft factors*. La capitale russe, tout comme la fédération d'ailleurs, devraient s'inspirer aussi bien d'entreprises, où les notions de *client experience* ont été mises au centre des préoccupations avec des résultats extraordinaires, que des métropoles comme Dubaï, lesquelles

ne sont pourtant pas davantage libertaires, mais savent tout simplement se montrer accueillantes.

Cela commence par une compagnie aérienne nationale dont il n'est plus besoin d'évoquer la très large couverture, particulièrement

en direction du monde émergent, la qualité du service et les avions derniers cris. Atterrir à l'aéroport de Dubaï ou à Sheremetyevo est indéniablement une expérience fondamentalement différente. Pour commencer, qu'est-ce qui empêcherait la Russie de créer une telle flotte ou un tel *hub* pour l'Eurasie ? Rien, car elle en a tous les moyens, sauf qu'elle n'a pas su en avoir la volonté. Dans un second temps, si l'environnement fiscal et juridique est bien plus favorable qu'on ne l'entend habituellement, il est loin d'être *business friendly*. En d'autres termes, les fondamentaux sont bel et bien favorables, mais la mise en musique bien pénible, ce qui ne manque pas de sel pour une ville comptant autant de chefs d'orchestres talentueux. ■

Les fondamentaux sont bel et bien favorables.
